



Environnement  
Comment Lyon  
a banni  
les pesticides  
de ses jardins

PAGE 6

# Comment Lyon a banni les pesticides

Au 1<sup>er</sup> janvier, l'Etat et les collectivités locales devront se passer de traitements chimiques dans les espaces verts

**REPORTAGE**

LYON - envoyée spéciale

Dans son bureau du parc de la Tête-d'Or, Daniel Boulens, directeur chargé des espaces verts de Lyon, sourit en entendant le hennissement d'un cheval de trait. C'est ce dernier qui ramasse désormais poubelles et branches mortes dans le prestigieux jardin romantique. « Au début, les jardiniers ont un peu protesté à l'idée de s'en occuper... », se souvient-il. Mais c'était avant. Avant que la ville ne décide de supprimer tous les produits phytosanitaires de ses trois cents parcs et jardins – soit 430 hectares accessibles au public. Avant de bousculer toutes ses habitudes et de remettre son vieux camion polluant.

Lyon a atteint son objectif « zéro phytos » en 2008, au prix de sept ans d'effort. Sa réussite fait des envieux car, au 1<sup>er</sup> janvier 2017, toutes les collectivités locales, l'Etat et les établissements publics devront se passer de traitements chimiques dans leurs parcs, promenades, forêts et même sur la voirie. Les particuliers devront adopter la même conduite vertueuse dans leur jardin à partir de 2019.

Une première loi de 2014, portée par le sénateur écologiste du Morbihan Joël Labbé, fixait des objectifs à plus long terme. Mais, en 2015, la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte a fait preuve de plus d'ambition et fixé les actuelles échéances. Selon le ministère de l'environnement, environ quatre mille collectivités locales se sont déjà engagées dans cette voie. Cependant, une bonne partie des petites communes en sont encore à se demander par quel versant aborder l'obstacle.

« Cela demande un changement complet de mode de pensée, pas seulement de savoir-faire », reconnaît M. Boulens. Qu'est-ce qui a posé le plus de difficultés ? « Tout ! », rétorque-t-il. Après avoir annoncé, en 2002, à son service municipal – 400 personnes, dont 230 jardiniers – qu'il se donnait cinq ans pour réaliser une mutation complète, il a fallu convaincre les premiers concernés. « Nous avons commencé par sortir les notices de sécurité de chaque produit, nous avons argumenté sur la santé des jardiniers et sur celle des habitants », explique Tatiana Bouvin, responsable du pôle développement durable. Il restait à imaginer l'alternative.

**« Accepter des tâches noires »**

« Pour couvrir les sols et se passer de désherbants, on a tout testé : du broyat de cacao, des fibres de coco, de la pouzzolane, de la paille d'herbe sèche, des résidus de déchets verts, raconte-t-elle. On a essayé les pièges à bière contre les limaces, le compost de lombrics... On a systématiquement communiqué sur ce qui fonctionnait ou non et misé sur l'échange d'expérience entre les agents. »

Dans les massifs dessinés au cordeau, où les fleurs étaient changées à chaque saison, et que les jardiniers gratifiaient de plus de vingt-cinq traitements par an, des bataillons de coccinelles ont été envoyés à la rescousse contre les pathogènes. Les mésanges s'en sont souvent régalingées... « Finalement, nous nous sommes aperçus que rien ne vaut la diversité de la végétation pour limiter les attaques. Nous ne relâchons plus rien depuis six ou sept ans, assure Tatiana Bouvin. C'est possible, à condition d'être cohérent avec son pro-

jet, d'accepter qu'apparaissent quelques tâches noires et d'arracher les fleurs les plus sensibles. »

C'est ainsi que le service est passé de l'objectif zéro phytos au principe du développement durable « grappillé partout où c'est possible », selon la jeune femme, en optant pour des achats responsables : des tuteurs en bois non traités et recyclables, par exemple.

Avec l'abandon des traitements chimiques, la vie minuscule reprend à Lyon. Une orchidée rare est de retour, accompagnée d'un cortège d'insectes, de papillons ou d'oiseaux dans la grande rose-raie. Riche de trente mille rosiers, celle-ci est classée parmi les vingt plus belles du monde. Elle a demandé quelques attentions supplémentaires. Ses allées ont été retravaillées pour leur donner une forme bombée qui évite les flaques d'eau propices à des pousses d'adventices et qui concentre le piétinement des promeneurs.

« Au fur et à mesure, nous avons demandé au personnel de passer des petites fleurs plantées au pied de l'hôtel de ville à la gestion écologique de prairies naturelles ou de milieux aquatiques dans les bassins du nouveau quartier Confluence », dit M<sup>me</sup> Bouvin. N'était la qualité douteuse des sols urbains, elle planterait volontiers pommiers et autres comestibles.

Ce matin-là, dans une ancienne cressonnière bucolique fermée au public, une quinzaine de jardiniers observent un petit poisson, une épinochette à neuf épines, que leur présente un naturaliste. Ici, dans ce trou de verdure le long de l'autoroute, ils se forment au recensement d'oiseaux, de tritons, de chauves-souris, de papillons, d'insectes et de la flore... Tous volontaires, ils veu-



lent savoir quoi répondre aux questions du public sur la biodiversité présente dans leurs espaces verts respectifs.

Avant 2004, la ville achetait pour 30 000 euros de pesticides par an. L'économie est relative, car les nouvelles pratiques ont un coût supplémentaire en heures de travail : désherber au brûleur ou à la brosse rotative prend plus de temps que d'épandre un produit. Il a fallu en dégager ailleurs. Dans certaines parcelles d'aspect plus naturel, on tond trois fois moins et on attend davantage avant de ramasser les feuilles mortes.

«Entretien autant que nécessaire, mais aussi peu que possible, voilà notre maxime», annonce Daniel Boulens. Avant de réduire nos déchets verts à la source, nos deux camions en exportaient 3500 tonnes par an vers une société privée située à vingt-cinq kilomètres de là.

*Après avoir payé pour cette mise en décharge, on en rachetait sous forme de compost... Quel système !* Depuis, la ville a créé trois mille mètres carrés de plates-formes de compostage sur son territoire et acquis des broyeurs.

L'homme, agronome de formation, assure travailler à budget constant depuis dix ans. Avant d'ajouter fièrement que la superficie des jardins a, dans le même temps, augmenté de 10 % à Lyon. «Rennes a été la première à se lancer dans la gestion durable de ses espaces verts, il y a une trentaine d'années mais, depuis, on a rattrapé notre retard», se réjouit-il. Assailli de demandes d'information, le service que gère M. Boulens est à l'origine d'Echos-Paysage, un réseau d'échanges d'informations avec des professionnels publics et privés, qui répond aux demandes de nombreuses cités.

Anticiper les effets du réchauffement, mieux gérer l'eau en lui permettant de s'infiltrer dans des «jardins de pluie» et la récupérer pour l'arrosage, améliorer la qualité de la vie à l'intérieur d'une agglomération qui se densifie : pour toutes ses raisons, la nature en ville a bénéficié d'un soutien politique à Lyon de la part de la majorité socialiste et écologiste.

Jusque sur les trottoirs. Plus de huit cents entailles ont été découpées dans le bitume. La terre et les semences sont fournies. A charge, pour les habitants, de les entretenir. L'été, des roses trémières égaient certains quartiers. Mais l'hiver, devant les cafés, ces micro-jardinières attirent les mégots des consommateurs... La notion de «mauvaise herbe» mérite encore un peu de pédagogie. ■

MARTINE VALO



**Le parc de la Tête-d'Or, à Lyon, en juin.**

SYLVESTRE/MAXPPP